# L'Europe centrale et balkanique à la recherche d'un ennemi... : vers une guerre des civilisations?

Autor(en): **Molnar, Miklos**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **140 (1995)**

Heft 2

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-345500

**Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

**Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

**http://www.e-periodica.ch**

L'Europe centrale et balkanique à la recherche d'un ennemi...

# *Vers une guerre des civilisations?*

**Par le professeur Miklos Molnar**[1]

*«(...) les étrangers se rapprocheraient et, un beau jour, ils arriveraient à portée des longues-vues surannées dont étaient encore dotés quelques corps de* garde.»

Dino Buzzati, *Le désert des Tartares*

Pendant que se poursuit la longue bataille pour l'adhésion des pays du Centre-Est européen à l'OTAN, les historiens militaires s'interrogent sur les leçons d'un passé à peine révolu: que se serait-il passé dans le cas d'une guerre entre les forces de l'Alliance atlantique et celles du Pacte de Varsovie? Pour les pessimistes cités dans l'article de James Jackson[2], ces dernières auraient remporté la victoire en moins de trois semaines, utilisant sans scrupules l'arme nucléaire dès la première seconde des opérations, exploitant la mobilité et le niveau de formation des 170 000 hommes de l'armée de la République démocratique allemande ainsi que des 380 000 soldats soviétiques stationnés en Allemagne de l'Est. D'après les informations tirées des documents qui n'ont pas été détruits, 300 000 fonctionnaires communistes auraient alors pris en main l'administration de la République fédérale. Des milliers de médailles étaient frappées à l'avance pour décorer les héros de la traversée du Rhin... A l'époque, on savait qui était qui et de quel côté.

Cette vision d'une apocalypse possible jusqu'en 1989 est sans doute sujette à caution et les controverses à ce sujet risquent de durer longtemps. Fort heureusement, les faits ne viendront plus confirmer de tels scénarios-catastrophes: la guerre de Troie n'a pas eu lieu.

## Une nouvelle situation géo-politique

A la place d'un éventuel conflit armé entre deux blocs, les scénarios de sécurité se dessinent actuellement sur la base d'une multitude de paramètres politiques, militaires, économiques, voire de données en relation avec les civilisations. Aucun d'eux ne saurait être ignoré ou négligé dans l'élaboration d'une nouvelle architecture de sécurité qui ne devrait être ni «gothique», ni «byzantine», ni d'une sorte de «néo-baroque» occidental. Le casse-tête que pose l'intégration des nouveaux candidats à l'OTAN n'est par conséquent qu'un élément du gigantesque puzzle de la sécurité collective. Avant d'aborder d'autres éléments, il est nécessaire de s'arrêter sur le débat actuel, d'autant plus qu'il dépasse, et de loin, le domaine strictement militaire. Rappelons, même s'il s'agit d'une évidence, que la situation géo-politique a totalement changé.

[1] *Professeur honoraire à l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève et à l'Université de Lausanne, auteur, entre autres, de* La démocratie se lève à l'Est. Société civile et communisme en Europe de l'Est: Pologne et Hongrie. *Paris, Presses universitaires de France, 1990.*

[2] Time, *4 juillet 1994.*

Avec l'entrée de la Finlande dans l'Union européenne, celle-ci a désormais une frontière d'environ 1200 kilomètres avec la Russie. La situation des anciens pays satellites est totalement différente. A l'exception de l'enclave russe de l'ancien Koenigsberg, ils n'ont aucune frontière commune avec la Russie. Sur terre, l'«écran» constitué par la Biélorussie et l'Ukraine, sans mentionner les Etats baltes et la Moldavie, les sépare du plus puissant Etat successeur de l'Union soviétique. L'absence de frontière terrestre n'empêche certes pas d'éventuelles visées ou actions agressives de la Russie dans ce qui a été son «glacis» centre-européen, mais, raisonnablement, on peut éliminer cette éventualité pour une décennie ou deux.

L'«étranger proche» va absorber pour longtemps l'attention et les moyens de la Russie, ce raisonnement étant aussi valable pour les pays formant «écran» qui ont le plus à craindre certaines visées russes et n'osent pas, de ce fait, trop brandir la menace contre la Pologne, la Slovaquie ou la Hongrie. Il est même permis d'espérer, malgré les frictions entre la Pologne et l'Ukraine, que cette dernière, en état de convalescence sinon de déliquescence, trouvera son intérêt dans l'établissement de liens de confiance et d'échanges avec ses voisins. La Russie aussi, par ailleurs, trouve plus son intérêt à régler les contentieux avec les anciens satellites et nouer avec eux des relations amicales qu'à reprendre à son compte une politique impérialiste.

*Istanbul, un trait d'union entre l'Asie et l'Europe? Ou une mégapole située sur une ligne de fracture entre deux civilisations?*

Ce résumé, trop sommaire, peut être contesté sur certains points, mais pas sur l'essentiel. La Russie est «de retour» en tant que grande puissance, mais, quel que soit son gouvernement futur, elle ne représente pas un risque d'expansionnisme pour les Polonais, les Hongrois et autres anciens du défunt Pacte de Varsovie.

## La Russie, ses anciens satellites face à l'OTAN

En fait, le marchandage autour de l'intégration au sein de l'OTAN se situe au

niveau d'autres enjeux, et pour la Russie et pour les pays de la périphérie occidentale de son ancien empire. Pour ces derniers, c'est avant tout une étape de leur intégration européenne ainsi qu'un gage de sécurité face à des dangers qui pourraient surgir de vieux contentieux balkano-centre-européens. Quant à la Russie, elle utilise le «niet» pour s'assurer, en contre-partie du «da» magnanime qu'elle accordera à la Pologne et aux autres, la reconnaissance de son statut international et de sa suzeraineté sur son «arrière-cour». Voilà le contexte réel des négociations concernant le partenariat et l'éventuelle admission à l'OTAN des pays de l'Est. Au risque de soulever des objections indignées, il faut dire que ces négociations se déroulent actuellement dans un cadre factice et qu'en réalité, elles font partie d'un marchandage planétaire entre les «Grands».

Dans l'attente des résultats lointains et imprévisibles du «grand jeu» (Kipling), rien ni quiconque n'empêche la Russie, successeur de l'empire soviétique, d'exercer, sinon son pouvoir d'antan, du moins un droit de regard appuyé par la force armée (voir la Tchétchénie) sur près d'un cinquième de la surface émergée de notre planète, peut-être pas sur l'ensemble des 22 402 200 km², mais sa juridiction, qui reste étendue bien au delà des frontières russes, est entière en deçà.

Au moment où ces lignes sont écrites[3], le sort de la Tchétchénie est incertain. La «pacification», mal engagée, pourrait coûter cher à Boris Eltsine, car elle divise l'armée et indigne les intellectuels libéraux. Dans le meilleur des cas, elle pourrait déboucher sur un compromis ou sur un compromis de façade. Deux choses semblent pourtant certaines: la Russie d'Eltsine ne lâchera pas la Tchétchénie. La minuscule république autonome d'un million d'habitants n'accédera pas à l'indépendance et l'Occident n'aura pas son mot à dire, surtout après son échec honteux en Bosnie. Le reste est littérature...

Le monde assiste sans broncher à deux actions simultanées de grande envergure: à la mise au pas de tout ce qui bouge dans la Fédération russe et à l'emprise progressive de Moscou sur l'«étranger proche». Certes, tout est imprévisible. Les contraintes économiques ainsi que des crises politiques majeures pourraient influencer le cours des choses, mais, sauf peut-être dans les pays baltes, toute intervention extérieure est exclue, voire impensable. Avec ses 150 millions d'habitants sur 17 millions de km², la Russie est bien la seconde puissance du monde; elle en est pleinement consciente et les projets d'«élargissement» ne manquent pas. Pour les uns, ils ne concerneraient que les autres Etats slaves de l'ancienne URSS, pour d'autres, la «libération» de 25 ou 30 millions de Russes vivant à l'étranger. Pour un dangereux visionnaire comme Jirinovski, qui peut le savoir?

*La Laure de Kiev, qui réunit plusieurs églises, est l'un des ensembles les plus imposants du passé ukrainien. Kiev fut détruite en 1240 par les Mongols. Durant près de quatre cents ans, cette cité a subi la domination lituanienne et polonaise...*

[3] *A fin décembre 1994.*

*L'Europe de la Baltique: un agrégat disparate.*

Malgré cela revient comme un refrain, dans la bouche de Kozyrev et dans celles d'intellectuels au-dessus de tout soupçon, que l'entrée dans l'OTAN de la Pologne, de la Hongrie et de leurs voisins pourrait représenter un danger pour la Russie. Même un homme rompu à l'art de la diplomatie comme Guéorgui Arbatov a dit, dans une interview exclusive au journal hongrois *Népszabadsag* du 16 décembre 1994, que, si une telle hypothèse se réalisait, la Russie se trouverait en situation de «vacuum sécuritaire». Et le grand expert russe d'ajouter que les trois pays candidats à l'OTAN, la Pologne, la Hongrie et la Tchéquie, font montre d'»ingratitude» vis-à-vis de la Russie...

Derrière un monceau d'arguments fallacieux, il y en a toutefois un qui est juste mais tacite. Tant que la Russie est occupée dans son «arrière-cour», elle ne risquera pas de s'aventurer, par exemple à Prague ou à Budapest. On peut interpréter le «veto désespéré» de Moscou contre l'élargissement de l'OTAN comme un acte éminemment politique et psychologique, destiné à permettre la reconnaissance de son statut privilégié, de sa sphère d'intérêt, de son prestige et de sa respectabilité, des objectifs auxquels le gouvernement russe a toujours été sensible. Il y a en plus des intérêts économiques: l'élargissement de l'OTAN pourrait servir de monnaie d'échange.

Pour les ex-satellites également, l'intégration à l'OTAN comporte une dimension politique et psychologique. Elle constitue la consécration de la rupture historique avec l'«ordre de Yalta», une étape vers leur intégration dans l'Union européenne, par conséquent la chute du Rideau de fer qui les avait artificiellement séparés de la civilisation qui a toujours été la leur. L'intégration à l'OTAN est une revanche de l'histoire, une réparation des dommages subis en partie à cause de la défaillance de l'Occident. C'est aussi un facteur favorisant la modération des antagonismes infra-régionaux et le révélateur d'un besoin psychologique de sécurité.

## Quel avenir?

Traiter du problème dans l'optique exclusive de la sécurité semblerait trop réducteur. A part la justice historique et la psychologie, on éliminerait la dimension la plus cruciale, à savoir son importance dans les relations inter-étatiques et inter-ethniques au niveau de la région, un aspect rendu dramatiquement actuel par les crises de l'ancienne Yougoslavie. On évoque parfois le danger de l'extension de la guerre en Macédoine, au Kosovo qui demeure sous souvenaineté serbe et dans l'ensemble du Sud-Est balkanique. On oublie que le mélange des ethnies peut allumer d'autres foyers. Or une architecture de sécurité, solide, fiable et juste, fa-

voriserait l'adoption de règles de bonne conduite régissant les relations entre Etats et communautés ethniques ou religieuses, ce qui permettrait de déboucher, un jour, sur la tolérance réciproque.

Tout cela peut paraître exagéré: l'intégration européenne et atlantique ne peut servir de remède à tous les maux d'une région sinistrée. Il faut aussi la volonté politique des Etats concernés et un travail de longue haleine de la société civile sur les mentalités, sur «elle-même» pour utiliser la formule de Tocqueville, ce qui implique que cette architecture culturelle doit être construite de l'intérieur. Aucune institution européenne ou atlantique ne saurait l'implanter de l'extérieur.

Il n'en reste pas moins qu'il faut élever le débat à son véritable niveau: celui d'un débat d'idées sur notre civilisation. N'insistons pas sur le cas de la Yougoslavie, en particulier de la Bosnie. Il est là, présent dans les journaux et dans les esprits, pour rappeler tous les abus commis au nom d'une *Realpolitik* sans principes. Peut-on espérer qu'une telle situation ne se reproduira pas dans une Europe centrale, accusée d'ingratitude par un représentant de l'ancien oppresseur, une région que les responsables «irresponsables» occidentaux considèrent plus souvent qu'on ne le pense comme une région peuplée de troubles-fêtes?

Après l'effondrement du communisme, l'Américain Francis Fukuyama prédisait «la fin de l'Histoire», puisque, pour lui, aucune idéologie universaliste et aucun pouvoir totalitaire ne semblait menacer la perfection de la société libérale. Sa théorie de l'«Histoire immobile» a fait long feu. D'autres philosophes-historiens sont venus penser le monde avec des visions autrement troublantes: Entre autres, un professeur de Harvard, Samuel P. Huntington, un spécialiste d'études stratégiques, a publié sa théorie du «choc des civilisations»[4] qui serait, à son avis, le contexte planétaire de nos lendemains. Le prochain conflit ne sera pas idéologique, il n'opposera pas non plus le Nord et le Sud, il ne sera pas dû à des nationalismes attisés par des rivalités. Il sera culturel: ce sera le choc des civilisations.

Huntington n'a pas fait école, mais, liées ou non à sa pensée, on a vu fleurir des théories sur le nouvel «eurasiatisme». Celui-ci avait été à la mode dans l'émigration russe des années 1920, puis l'idée a resurgi après la désintégration de l'Etat soviétique, notamment chez Jirinovski. Entre-temps, comme l'écrit Françoise Thom[5], elle a été caressée par certains militaires soviétiques haut placés et elle s'est répandue également dans les courants néo-nationalistes anti-européens.

A part ce sentiment anti-européen qui jalonne depuis plus d'un siècle l'histoire des idées en Russie, le nouveau credo comporte l'idée d'une communauté de civilisation assez étonnante entre la religion orthodoxe et... l'islam. Une version nouvelle qui n'entre certainement pas dans les scénarios de choc de Huntington, puisque, pour lui et beaucoup d'autres, c'est précisément l'islam, ou l'intégrisme, qui pourrait se dresser contre la civilisation occidentale euro-américaine.

Des vues de l'esprit? Il est permis d'espérer que les civilisations, pas plus que les Etats nationaux, n'en viendront pas aux mains demain ou après-demain, mais l'architecture de notre sécurité est aussi l'architecture d'une certaine civilisation. Et le paysan du Danube en fait partie.

**M. M.**

[4] *Foreign Affairs, été 1993.*

[5] *Commentaire, été 1994.*